



Brésil : les crapules de la république bananière vont gagner leur olympiade

Par [Pepe Escobar](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Mondialisation.ca, 08 septembre 2016

[Strategic Culture Foundation](#) 27 août 2016

Les Jeux olympiques de Rio sont terminés – Bolt, Phelps, Neymar, la piscine verte, le truand américain Lochte et tout ça – mais le public mondial a été épargné par un dernier acte honteux.

Le président par intérim, Michel Temer, l'opportuniste médiocre, incompetent, corrompu, lâche, traître et usurpateur politique certifié, a refusé d'aller à la cérémonie de clôture, de peur d'être hué par un stade de Maracanã bondé. Selon les derniers sondages, 79% des Brésiliens veulent virer Temer l'Usurpateur. Immédiatement.

Ainsi, Temer l'Usurpateur n'a pas pu, selon le protocole, passer le relais pour Tokyo en 2020 au Premier ministre japonais en visite, Shinzo Abe. L'équipe Temer a proposé une réunion plus tard dans la capitale, Brasilia. Les diplomates japonais ont catégoriquement refusé. Qui veut voir son Premier ministre rencontrer un lâche dans la clandestinité ?

L'ancien président Lula a travaillé dur pour apporter les Jeux olympiques à Rio, et les préparatifs se sont poursuivis sous la présidence de Dilma Rousseff. En parallèle à cette peur primale de Temer l'Usurpateur d'être hué, comme lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques, qui a conduit à son humiliation diplomatique subséquente, une campagne de [propagande](#) politique nocive et pathétique a été mise en œuvre jusqu'à la fin des Jeux, pour essayer de diminuer ou même d'effacer le rôle de Lula et de Dilma. Quelques athlètes brésiliens ayant réussi de grandes performances aux Jeux ont bénéficié de programmes sportifs soutenus par le gouvernement.

Maintenant, les Jeux crapuleux sont de retour au Brésil – avec une junte parlementaire disputant les médailles d'or, aidée par un racket institutionnel impliquant les grandes banques, les grandes entreprises, les médias de masse et des secteurs de la magistrature et de la police fédérale. La farce est vendue comme un procès au Sénat de la présidente Rousseff, accusée – sans preuve – d'avoir embelli financièrement le budget de l'État.

Contrairement à l'usurpateur couard, Rousseff va au Sénat pour regarder en face ses 81 membres. Ce sont les gens qui à la fin de ce mois-ci, à toutes fins utiles, vont sauver ou enterrer la démocratie brésilienne pour de bon. Rousseff, au cas où – par miracle – elle ne serait pas mise en accusation, propose un référendum conduisant à de nouvelles élections.

À l'heure actuelle, ça se présente mal. Le regretté Jean Baudrillard – un grand amoureux du Brésil – caractériserait la procédure de destitution de Rousseff comme un simulacre oblitérant le véritable crime, à savoir le coup d'État parlementaire / institutionnel orchestré

par un groupe de scélérats notoires, Temer inclus.

Le [coup d'État](#) à plusieurs niveaux, avec des éléments de guerre hybride adaptés, est dirigé vers une finalité préétablie. Il n'importe pas que même les experts du ministère public brésilien ont à plusieurs reprises admis qu'il n'y a pas de base juridique pour la destitution de Rousseff. Même le procureur fédéral de l'affaire a conclu il y a quelques semaines qu'elle n'a pas commis de crime – de *responsabilité* ou autre.

La meute des poursuivants comprend les deux tiers des membres du Congrès brésilien qui font face à un éventail de scandales. La farce institutionnelle globale montre le pouvoir législatif, le pouvoir judiciaire et le ministère public traînant des pieds pour inculper les législateurs scélérats, tout en accélérant la procédure contre Rousseff. Voilà la définition du crime organisé.

Le but du jeu, pour la galaxie des instigateurs du coup d'État, est de criminaliser le Parti des travailleurs et d'en finir pour de bon avec lui – à commencer par Lula et Rousseff – en vertu d'un tir de barrage à venir de nébuleuses allégations d'« *obstruction à la justice* » .

Et l'administration Obama se régale

Le président de la société de travaux publics géante brésilienne Odebrecht, incarcéré depuis des mois, a accusé Temer l'Usurpateur d'avoir réclamé – et reçu – une *aide électorale* non déclarée, en espèces, pour son parti, le PMDB. Temer a déjà été condamné pour avoir violé la loi sur les finances électorales et a été interdit de mandat électoral pendant huit ans.

Le ministre intérimaire des Affaires étrangères Jose Serra a également reçu une *aide électorale* pour sa campagne présidentielle en 2010. Une partie du butin a été payée à l'étranger, quelque chose qui, suite à une enquête appropriée, pourrait conduire son parti, le PSDB, à perdre son inscription.

Pendant ces quelques dernières semaines, Temer l'Usurpateur n'a pas fait de prisonnier dans sa charge turbo sur la farce du calendrier de la procédure de destitution pour empêcher Dilma de présenter un dossier de défense détaillé. Son excuse : il a besoin d'aller à Hangzhou, en Chine, pour le sommet du G20 à partir du 4 septembre. Et il a besoin d'y aller en tant que président en charge – non pas comme *chef de file* d'un gouvernement intérimaire non élu agissant comme s'il avait gagné son mandat dans l'isolement.

La vraie raison de la ruée, cependant, c'est que Temer craignait comme la peste la grave charge de corruption chez Odebrecht. D'autres charges peuvent être imminentes. Pourtant, il est protégé – au moins pour le moment. La Clique mafieuse – personnifiée par la Déesse du Marché, le milieu des grandes banques brésiennes et leurs compères dans les médias de masse – est de son côté.

Le Brésil reste totalement paralysé par la farce politico / institutionnelle. La huitième plus grande économie du monde, le deuxième plus grand exportateur de produits alimentaires, et la plus grande plate-forme industrielle dans l'Ouest émergent, perd son sang, énormément. Les travailleurs du pétrole accusent la Clique mafieuse pour les 1,5 million d'emplois perdus. Des projets d'infrastructure énormes sont au point mort. Les grandes entreprises de construction sont pratiquement en faillite. Odebrecht à lui seul a licencié plus de 70 000 travailleurs.

En parallèle, le *gouvernement* de Temer l'Usurpateur a déjà commencé à adopter son plan

directeur – directement inspiré de la doctrine du capitalisme du Chaos. Une des *politiques principales* est de vendre [Petrobras](#) [*Entreprise d'État*] et les gisements de pétrole de pré-sel, dans l'intérêt des étrangers, par exemple les entreprises américaines du Big Oil. Lula avait correctement identifié les gisements de pré-sel – la plus grande découverte pétrolière du XXI^e siècle jusqu'à présent – comme source privilégiée pour un nouveau développement du Brésil.

Mais il y a beaucoup plus de catastrophes en stock dans le magasin : la vente des industries brésiliennes via une privatisation pure et dure, abandonnant la défense du savoir-faire de l'ingénierie brésilienne ; des coupes sévères dans l'éducation, la santé, la science et la technologie ; une *flexibilisation* des droits des travailleurs [*qui ne sont déjà pas grand chose, NdT*], en les attaquant sur tous les fronts ; une attaque régressive sur les pensions ; le sabotage du Mercosur – le marché commun Amérique du Sud – au profit de la vassalisation aux intérêts américains.

Le *légitime* ministre des Affaires étrangères de l'Uruguay, Rodolfo Nin Novoa, a même été obligé de dénoncer l'*illégitime* ministre brésilien des Affaires étrangères, le minable Serra, pour avoir essayé d'acheter l'aide de Montevideo afin d'empêcher le Venezuela d'obtenir la présidence tournante du Mercosur [*objectif atteint, NdT*]. En un peu plus de trois mois, Serra a réussi à réduire la diplomatie brésilienne à un tas de bananes pourries.

Et puis, bien sûr, il y a la cerise sur le gâteau, le plein soutien de l'administration du *canard boiteux* Obama au coup d'État et à la farce de la destitution.

Obama n'a pas eu les couilles de le dire dès le départ. C'est venu sous la forme d'une réunion du secrétaire d'État John Kerry avec le repoussant Serra, lors d'un voyage au Brésil au début août. Kerry a même publié une longue [déclaration](#) – à toutes fins utiles – pour légitimer le coup d'État.

Kerry n'a pas eu les couilles non plus de rencontrer Temer l'Usurpateur.

Et alors ? L'ensemble du Sud sait maintenant où Washington se tient. Les changements de régime par des coups d'États parlementaires / institutionnels sont les bienvenus. Tant que cela empêche l'intégration des BRICS et l'avancée du commerce chinois en Amérique latine.

Circulez, y a rien à voir ici – alors que Washington procède à l'affaire sérieuse de négocier deux bases militaires cruciales avec le vassal néolibéral de l'Argentine, Mauricio Macri, une base en Patagonie avec ses riches ressources, l'autre au croisement de la triple frontière Brésil / Argentine / Paraguay, juste où se trouve le plus grand gisement aquifère de la planète.

Avec tout ce pétrole du gisement pré-sel sur le point d'aller à Chevron, comment ne pas aimer le parfum du changement de régime au lever du soleil ? Certainement un relent de victoire. Sans même avoir besoin d'envoyer les Marines...

Pepe Escobar

Article original en anglais : [Brazil's Banana Scoundrels Will Now Win Their Olympics, Strategic Culture Foundation](#), 27 août 2016.

Traduit et édité par jj, relu par Catherine pour [le Saker Francophone](#)

Pepe Escobar est l'auteur de [Globalistan : How the Globalized World is Dissolving into Liquid War](#) (Nimble Books, 2007), [Red Zone Blues : a snapshot of Baghdad during the surge](#) (Nimble Books, 2007), [Obama does Globalistan](#) (Nimble Books, 2009), [Empire of Chaos](#) (Nimble Books) et le petit dernier, [2030](#), traduit en français.

La source originale de cet article est [Strategic Culture Foundation](#)
Copyright © [Pepe Escobar](#), [Strategic Culture Foundation](#), 2016

Articles Par : [Pepe Escobar](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca